

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**PROCEDURE ADAPTEE**

**Articles L2120-1-2°, L2123-1 et R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6  
du Code de la Commande Publique**

**CCP**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**REFERENCE DE LA PROCEDURE : 2025\_IHEDN\_MOE\_A. Lacoste**

**Maitre d'Ouvrage / Acheteur**

Institut des hautes études de défense nationale  
Représenté par : Le général de corps d'armée Hervé de Courrèges, Directeur  
Siège social : 1 Place Joffre  
75007 PARIS

**Objet de la consultation**

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de l'amphithéâtre Lacoste**

**Lieu d'exécution des prestations :**

**Ecole Militaire  
Bâtiment 11  
1 Place Joffre  
75007 PARIS**

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations de cette consultation sont effectués **par voie électronique**. Les candidats transmettent leurs documents **via le profil acheteur de l'IHEDN, PLACE** (plate-forme des achats de l'Etat).

## Table des matières

<b>CHAPITRE I : GENERALITES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 - Contexte - Objet du marché - Dispositions générales .....	5
1.1 - Contexte .....	5
1.2 - Objet du marché .....	5
1.3 – Programme fonctionnel .....	7
1.4 - Titulaire du marché .....	9
1.5 - Sous-traitance .....	9
1.5 - Cotraitance .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.6 - Acceptation de sous-traitance .....	9
1.7 - Contrat de sous-traitance .....	10
1.8 - Ordonnancement, pilotage, coordination .....	10
1.10 - Contrôle technique .....	10
1.11 - Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé .....	10
1.12 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	10
1.13 - Forme des notifications au Titulaire .....	11
ARTICLE 2 - Pièces contractuelles .....	11
2.1 Pièces particulières .....	11
2.2 Pièces générales (non jointes au dossier) .....	11
2.3 Pièces de l'offre .....	11
ARTICLE 3 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) .....	12
<b>CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 4 – Forfait et rémunération .....	12
4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération .....	12
4.2 Dispositions diverses .....	13
ARTICLE 5 – Prix .....	13
5.1 Forme du prix .....	13
5.2 Mois d'établissement du prix du marché .....	13
5.3 Choix de l'index de référence .....	13
5.4 Nature et variation du prix .....	13
5.5 Modalités de lecture des indices .....	14
5.6 Sujétions techniques .....	14
5.7 Avance .....	15
5.8 Acomptes .....	15
5.9 Rémunération des éléments .....	16
5.10 Retenue de garantie .....	16
5.11 Demande de paiement .....	16
5.12 Calcul du montant dû par le Maître d'ouvrage .....	16
5.13 Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur .....	16
5.14 Solde et demande de paiement final .....	17
5.15 Décompte général – Etat du solde .....	17



5.16 Contestation sur le montant des sommes dues.....	18
5.17 Délais de paiement.....	18
5.18 Intérêts moratoires.....	18
<b>CHAPITRE III – DELAIS .....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 6 – DELAIS EN PHASE ETUDES.....	20
6.1 Nécessité d'un ordre de service du maître d'œuvre .....	20
6.2 Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service.....	20
6.3 Délais en phase études .....	20
6.4 Réception des documents d'études et support de rendu.....	20
6.5 Délais d'exécution.....	21
6.6 Prolongation du délai d'exécution .....	21
6.7 Garantie technique .....	21
6.8 Délais impartis au maître d'ouvrage pour déclarer l'admission des documents d'études .....	21
ARTICLE 7 – DELAIS EN PHASE TRAVAUX.....	21
7.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	21
7.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur .....	22
7.3 Examen des dossiers des ouvrages exécutés .....	22
7.4 Instruction des mémoires de réclamation .....	22
<b>CHAPITRE IV– EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 8 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (CP) .....	22
ARTICLE 9 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	23
ARTICLE 10 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX .....	23
ARTICLE 11 – SEUIL DE TOLERANCE (LH) .....	23
ARTICLE 12 – COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	24
<b>CHAPITRE V– EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 13 – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	25
ARTICLE 14 – MODIFICATION DU PROGRAMME ET CONTROLE DES COUTS.....	25
14.1 Modification du programme .....	25
14.2 Contrôle des coûts .....	25
14.3 Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du maître d'ouvrage (type Tm) .....	26
14.4 Modifications apportées à la demande du maître d'œuvre (type Ts) .....	26
ARTICLE 15 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU CRT.....	27
ARTICLE 16 – TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX .....	27
ARTICLE 17 – SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (LH') .....	27
ARTICLE 18 – COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE .....	27
ARTICLE 19 – PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	27
19.1 Montant et plafonnement de la réfaction .....	27
19.2 Modification du projet.....	28

19.3 Mesures conservatoires .....	28
ARTICLE 20 – ORDRES DE SERVICE A DESTINATION DES ENTREPRISES .....	28
ARTICLE 21 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	29
ARTICLE 22 – SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX .....	29
22.1 Direction de l'exécution des travaux .....	29
22.2 Présence du maître d'œuvre sur le chantier .....	30
ARTICLE 23 – UTILISATION DES RESULTATS.....	30
23.1 Connaissances antérieures .....	30
23.1.1 Définition .....	30
23.1.2 – Régime des connaissances antérieures .....	30
23.2 Droit de propriété intellectuelle relatif aux résultats.....	30
23.2.1 Définition .....	30
23.2.2 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatif aux résultats .....	31
23.2.3 Concession des droits de reproduction et de représentation .....	31
ARTICLE 24 – ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	31
<b>CHAPITRE VI – PENALITES, RESILIATION DU MARCHE, CLAUSE DIVERSES .....</b>	<b>32</b>
ARTICLE 25 – PENALITES.....	32
ARTICLE 26 – RESILIATION DU MARCHE .....	34
26.1 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	34
26.2 Résiliation en cas de non-respect des engagements au coût de travaux en phase étude.....	34
26.3 Autres résiliations du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers .....	35
ARTICLE 27 – CLAUSES DIVERSES.....	35
27.1 Obligation de confidentialité .....	35
27.2 Protection des données à caractère personnel.....	35
27.3 Impartialité – Déontologie et transparence .....	36
27.4 Devoir de conseil et d'information.....	37
27.5 Conduite des prestations dans un groupement.....	37
27.6 Dispositions incluses aux marchés de travaux.....	37
27.7 Pièces et attestations à fournir.....	37
27.8 Assurances.....	37
27.9 Assistance au maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance .....	39
ARTICLE 28 – DIFFERENDS - LITIGES .....	39
28.1 Formalisme des réclamations.....	39
28.2 Règlement amiable des différends .....	39
28.3 Tribunal compétent en cas de litige.....	39
ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE .....	40



# CHAPITRE I : GENERALITES

## ARTICLE 1 - Contexte - Objet du marché - Dispositions générales

### 1.1 - Contexte

Établissement public administratif à dimension interministérielle, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) est placé sous la tutelle du Premier ministre. Il a pour mission de promouvoir la culture de défense, de participer au renforcement de la cohésion nationale, et de contribuer au développement d'une réflexion stratégique portant sur les enjeux de défense et de sécurité.

L'IHEDN est occupant à titre secondaire des bâtiments 1, 10 et 11 situés sur l'emprise de l'Ecole militaire en vertu de la Convention signée entre l'Administration chargée des domaines et l'Institut.

L'amphithéâtre Lacoste, objet des travaux d'entretien et d'amélioration souhaités, fait partie des locaux mis à disposition de l'IHEDN par la Convention.

Le Ministère des Armées est désigné comme utilisateur principal du site de l'Ecole militaire, disposant à ce titre des prérogatives étendues sur l'usage et la gestion du site. La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du Code civil à la charge du propriétaire est confiée par la convention à l'utilisateur principal.

Selon l'article 606 du code civil : « Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien. ». Les travaux proposés n'ayant pas trait à ces grosses réparations, le périmètre des travaux tient donc à des travaux d'entretien et d'amélioration.

Le projet de travaux, objet de la présente consultation, vise à la rénovation de l'amphithéâtre Lacoste situé au rez-de-chaussée dans le bâtiment 11.

### 1.2 - Objet du marché

**La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de rénovation et d'amélioration de l'amphithéâtre Lacoste, et de ses équipements, situé au rez-de-chaussée dans le bâtiment 11 sur le site de l'Ecole militaire, 1 place Joffre, 75007 PARIS.**

La mission de MOE intègre une mission de base et une phase diagnostic. La présente mission relève d'une mission de maîtrise d'œuvre au sens du Livre IV : dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, du code de la commande publique (anciennement Loi MOP).



Lieu d'exécution du marché :

**Ecole militaire – Bâtiment 11  
1 place Joffre  
75007 PARIS**

Les prestations confiées au Titulaire comprennent les éléments de mission de maîtrise d'œuvre de base suivants :

**Phase 1 : Études de diagnostic (DIAG) :**

- Etat des lieux ;
- Établir les études complémentaires d'investigation des existants, etc ;
- Prendre en compte le programme fonctionnel et toutes les évolutions réglementaires et/ou techniques.

**Phase 2 : Etudes d'avant-projet (AVP) :**

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- Vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, etc ;
- Etablir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet - établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état ;
- Respecter les cibles de développement durable (utilisation de matériaux biosourcés, systèmes économisant l'énergie, réemploi) ;
- Définir un planning prévisionnel de l'opération comprenant phases et tranches techniques ou fonctionnelles ;
- Établir une estimation définitive du coût global prévisionnel avec toute justification éventuelle ;
- Etablir les dossiers des autorisations administratives ;
- Etablir une note de présentation justifiant le scénario retenu.

**Phase 3 : Etudes de projet (PRO) :**

- Etablir une note de présentation justifiant le scénario retenu ;
- Établir une estimation financière prévisionnelle des travaux.

**Phase 4 : Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT-DCE-RAO) :**

- Préparer le dossier de consultation pour les marchés de travaux ;
- Assister la MOA lors de la consultation (y compris la négociation et la mise au point des marchés) ;
- Analyse des offres reçues

**Phase 5 : Suivi d'exécution (tous lots) (VISA-DET-AOR) :**

- Emettre les ordres de service pour les marchés de travaux ;
- Etablir une synthèse et valider les études d'exécution relatives aux marchés de travaux ;



- Procéder au suivi des travaux et garantir l'assistance des opérations de réception des marchés de travaux jusqu'à l'achèvement de la période de garantie de parfait achèvement (1 an).

**NOTA :** La salle Aubry attenante, ainsi que les bureaux à l'étage du dessus, sont occupés. Pour cette raison, les conditions d'exécution de tous les travaux générant du bruit seront potentiellement soumises à des planifications adaptées. Cette contrainte est susceptible d'impacter le calendrier d'exécution du chantier. L'étude en amont devra préciser les modalités de maintien de l'activité se déroulant dans les différentes espaces du bâtiment.

Les travaux seront soumis à déclaration auprès des services de l'Unité de Soutien de l'infrastructure de la Défense et de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) sur le périmètre du Pôle de l'Ecole militaire.

L'étendue de la mission de la MOE ne s'achèvera qu'à l'issue de l'année de parfait achèvement par un constat d'achèvement de mission.

#### **Normes – Documents de référence**

Les études, livrables et plans faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur au jour de la remise de l'offre, telles que citées dans les différents documents contractuels.

Ils doivent aussi prendre en compte l'évolution prévisible au moment de la remise de l'offre de ces normes, liée en particulier à des projets de normes, et à l'application des législations française et européenne.

### **1.3 – Programme fonctionnel**

#### **La mise en conformité du local et à la mise à jour technologique des équipements**

L'amphithéâtre, de forme rectangulaire, est situé au rez-de-chaussée du bâtiment 11, fenêtres sur cour intérieure et adossé à la Salle Aubry. Il est équipé d'une centaine de places assises, type fauteuil, disposées en gradins dans le sens de la longueur du rectangle et d'une scène sous forme de chaire en contrebas. Les circulations et accès ne sont pas adaptés aux personnes à mobilité réduite, ni conformes à la réglementation en matière de sécurité incendie. La mise en conformité est attendue pour l'accessibilité et la sécurité incendie.

Les travaux de rénovation intérieure doivent avoir pour objectif de mettre à disposition de l'IHEDN et de ses auditeurs un amphithéâtre fonctionnel comprenant notamment la réorientation du sens de la circulation pour permettre un accès aux fauteuils roulants et une aisance de déplacement dans un sens circulaire

L'amphithéâtre est utilisé tout le long de l'année pour des séances de formation, des travaux, des événements et séminaires organisés par l'IHEDN ou ses partenaires. De ce fait, le mobilier, ainsi que les revêtements sols et murs, sont usés témoignant également de l'absence de travaux récents d'ampleur.



Les équipements de type : mobilier, sanitaires, revêtements (sols / murs), luminaires, et tout autre devront répondre à des impératifs de confort, d'ergonomie accrue, de résistance, de facilité d'entretien et de coût de maintenance réduit.

L'espace sanitaire nécessite une mise aux normes pour l'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Les équipements audio-visuels, sur exploités, sont insuffisants, et obsolètes en regard des moyens et des ambitions de l'IHEDN. La rénovation technologique devra comprendre notamment la suppression de la régie existante et son remplacement par un système de type automate. Le renouvellement des équipements audio-visuels vise une efficacité maximisée des transmissions, échanges, projections, visio-conférences.

### **Impératifs de sécurité**

Les impératifs de sécurité s'imposent à l'IHEDN en tant que gestionnaire d'un établissement recevant du public (ERP), et en tant qu'employeur pour la sécurité des employés.

- Issues de secours : Issues de secours non conformes aux exigences ERP ;

Absence ou non-conformité de la signalisation des sorties de secours (panneaux lumineux défectueux, manque de visibilité)

- Systèmes de prévention et d'alerte : Détecteurs de fumée absents, mal positionnés ou non fonctionnels ;

Alarmes incendie défaillantes ou inaccessibles pour les personnes en situation de handicap (absence de signaux lumineux pour les malentendants)

Absence d'un système de désenfumage conforme aux normes.

- Moyens d'extinction : Extincteurs absents, inadaptés, non révisés ou mal positionnés ; RIA (Robinet d'Incendie Armé) absent ou non fonctionnel ;

Matériaux de revêtement non ignifugés (moquette, rideaux, sièges en matériaux inflammables)

- Risques électriques : Présence de câbles apparents entraînant des risques de chutes ;

Absence de prises de courant adaptées aux besoins (surcharges électriques, utilisation abusive de multiprises)

### **Obligations d'accessibilité : Accessibilité et confort au travail**

- Accès aux locaux et évacuation : Absence de rampes d'accès ou pente trop inclinée, portes trop lourdes ou inadaptées aux fauteuils roulants (largeur inférieure à 90 cm).

Absence d'ascenseur ou d'élévateur pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Absence de places réservées pour les PMR.

Manque de dispositifs d'évacuation adaptés ;

- Confort : Mauvais état des sièges (fixations instables, rembourrage insuffisant, inclinaison inadaptée) ; Espace insuffisant entre les rangées, limitant la circulation.

Absence de repose-pieds pour les longues sessions assises





Éclairage trop faible, provoquant une fatigue visuelle

Reflets gênants sur les écrans ou les surfaces de projection

Absence de régulation de l'intensité lumineuse selon l'usage de l'amphithéâtre

Mauvaise circulation de l'air (absence de ventilation ou système non entretenu)

Au titre de l'obligation de conseil le titulaire devra indiquer au Maître d'ouvrage toute mise en conformité non évoquée qu'il estime nécessaire.

## 1.4 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du Titulaire du marché ou du groupement titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom générique de « maître d'œuvre », sont précisées à l'article B-1 de l'acte d'engagement (ATTRI).

Le marché s'adresse à un opérateur économique, ou groupement conjoint d'opérateurs économiques, disposant de compétences en :

- BET qualification correspondant aux corps d'état exercés (acoustique, audio-visuel, second oeuvre) présentant des références significatives sur des projets de même nature (OPQIBI ou équivalent) ;
- Programmation, aménagement des ERP.

La forme du groupement souhaitée par l'acheteur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

## 1.5 - Sous-traitance et co-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par le maître d'ouvrage des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément aux articles L2193-1 à L2193-7 du code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R.2193-1 à R.2193-8 pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

En vertu de l'article R.2142 -24 du code de la commande publique relatif à la co-traitance et en cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire soit solidaire de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché et ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

## 1.6 - Acceptation de sous-traitance

**Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché devra joindre à la demande d'acceptation de sous-traitance les documents suivants :**

- Les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la demande d'acceptation ;



- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221, L 8231-1, L 8233-1, L 8241-1 et 2, L 8242-1, L 8251-1, L8522-1 et 2, L 8254, L 8255, L 5221-8 et 11, R 8242-1, R 8254-1, et D 8233-1 du Code du travail ;
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction visée à l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 avril 1952 modifiée par l'article 56 de la loi n°78- 753 du 17 juillet 1978, ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays ;
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ou une justification de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile » et le cas échéant une attestation d'assurance « responsabilité décennale ».

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants potentiels dans un délai suffisant au minimum de trois semaines pour en permettre l'instruction avant tout commencement des travaux sous-traités. Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par le maître d'ouvrage pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations

## **1.7 - Contrat de sous-traitance**

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent marché relatives aux prestations sous-traitées.

## **1.8 - Ordonnancement, pilotage, coordination**

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage de chantier seront pris en charge par la maîtrise d'œuvre. Les études d'exécution seront à la charge des entrepreneurs, mais elles feront l'objet d'une vérification par le maître d'œuvre au titre de l'élément de mission VISA

## **1.10 - Contrôle technique**

Sans objet.

## **1.11 - Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé**

Sans objet.

## **1.12 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

Le maître d'ouvrage fera intervenir un CSSI pour l'établissement du cahier des charges fonctionnel du SSI, suivi des travaux, réalisation des essais et mise à jour du dossier d'identité conformément à la norme NFS 61-931.

Le CSSI sera désigné ultérieurement.



### 1.13 - Forme des notifications au Titulaire

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et de l'heure de leur réception :

- Ordres de service par échanges dématérialisés par courriel avec accusé de réception retourné obligatoirement par le Titulaire du marché.

Pour la notification des pièces administratives, les courriels expédiés proviendront exclusivement du Bureau des affaires financières et juridiques (BAFJ). Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier les actes, décisions ou informations qui font courir un délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse mail ainsi que l'adresse postale du Titulaire pour les notifications. En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au Titulaire de communiquer à l'acheteur sa nouvelle adresse mail, ainsi que sa nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

## ARTICLE 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières (voir article 2.1 ci-après), les pièces générales (voir article 2.2 ci-après) et les pièces de l'offre (voir 2.3 ci-après). Ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité.

### 2.1 Pièces particulières

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe 1 « Répartition de la rémunération globale par éléments de missions et par cotraitants », dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP), et ses annexes, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi.

### 2.2 Pièces générales (non jointes au dossier)

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (le document peut être consulté sur le site Légifrance <https://www.legifrance.gouv.fr>), sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 29 du présent CCAP).

### 2.3 Pièces de l'offre

Le mémoire technique fourni par le candidat qui détaille les éléments suivants :

- 1- **Une approche méthodologique (7 pages max) constituée des éléments suivants :**



- La compréhension de la finalité des objectifs majeurs de l'opération ;
  - Les intentions architecturales, notamment la composition architecturale, les solutions constructives envisagées, la prise en compte des contraintes du site et du confort d'usage (ex : thermique, visuel et acoustique) ;
  - Les méthodes opérationnelles et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs par le maître d'ouvrage ;
  - Les informations éventuelles ou documents complémentaires souhaités nécessaires à la bonne réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre.
- 2- **Un mémoire environnemental (3 pages max)** portant sur les dispositions que le candidat sélectionné se propose d'adopter pour l'exécution des prestations objet du marché. Ce document doit comprendre à minima :
- Les capacités à intégrer les contraintes environnementales, énergétiques et le réemploi issu des démolitions.

Pour les deux notes méthodologique et environnementale, le candidat pourra illustrer ses propos par des schémas d'intention explicatifs.

Les deux notes cumulées (note méthodologique et environnementale) seront établies au format A4 et ne devront pas dépasser au maximum 10 pages.

## **ARTICLE 3 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA, étant précisé qu'en cas de contestation entre un montant incluant la TVA et le même montant hors TVA c'est ce dernier qui prévaudra.

# **CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

## **ARTICLE 4 – Forfait et rémunération**

### **4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération**

La rémunération provisoire du maître d'œuvre est fixée sur la base de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée par le maître d'ouvrage.

Suite à l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, la rémunération provisoire est remplacée par la rémunération définitive.

Les prestations du titulaire sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire révisable.

Dans le cas où le marché est attribué à un groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.



## 4.2 Dispositions diverses

Le forfait définitif de la mission de base est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

## ARTICLE 5 – Prix

### 5.1 Forme du prix

Les prestations du Titulaire sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire révisable.

Dans le cas où le marché est attribué à un groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

### 5.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 des études fixées dans l'acte d'engagement.

### 5.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 100 janvier 2010).

### 5.4 Nature et variation du prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{Im}{Io}$$

dans laquelle :

Io = Index ingénierie du mois m0 études (mois d'origine),  
Im = Index ingénierie du mois m : (mois de révision).

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.



Les acomptes et solde de la prestation seront versés par le maître d'ouvrage selon un pourcentage de la rémunération globale renseignée dans l'acte d'engagement.

## 5.5 Modalités de lecture des indices

Les index à prendre en compte pour la révision des éléments de missions sont définis dans le tableau ci-dessous :

Éléments de mission	Index à prendre en compte
Éléments d'études :  DIAG AVP/PRO AMT/DCE/RAO	L'index d'étude à prendre en compte est celui du mois d'achèvement de la mission.
Éléments d'exécution :  VISA DET AOR	L'index à prendre en compte est celui du dernier mois au cours duquel la part de la prestation a été accomplie.

## 5.6 Sujétions techniques

Les offres remises à l'occasion de la présente consultation sont réputées tenir compte des sujétions techniques, même non décrites dans la présentation du projet, mais nécessaires à la mise en cohérence des prestations, en particulier celles ressortant d'imprécisions ou d'inexactitudes des plans d'aménagement sommaires fournis au Titulaire.

Dans ces conditions, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire en cas de prestations supplémentaires liées à ces sujétions.

## 5.7 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant initial toutes taxes comprises, portée à 30% si l'attributaire est une PME, est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la Commande Publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique.

## 5.8 Acomptes

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes dont le montant est déterminé par l'acheteur sur la base de la décomposition du prix forfaitaire par élément de mission. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission, et la date d'exigibilité de l'acompte, sont fixées dans le tableau ci-après :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Diagnostic DIAG	30 % à la remise du dossier 70 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes AVP	30 % à la remise du dossier 70 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes PRO	30 % à la remise du dossier 70 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des marchés publics de travaux AMT/DCE/RAO	10% à la remise du DCE 40% à la remise du rapport d'analyse 50% à l'approbation du maître d'ouvrage et au prorata des lots non infructueux Le solde après attribution de tous les lots
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission
DET	Mensuellement à l'avancement de la mission
Assistance aux opérations de réception AOR	30 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves 30 % à la levée de la dernière réserve

	30 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5 % à la présentation du décompte général 5 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
--	---

Dans le cas d'un groupement conjoint, les acomptes présentés par le titulaire pour chacun des cotraitants, seront conformes à la grille de répartition des honoraires indiquée à l'Annexe 1 de l'acte d'engagement pour chaque cotraitant, et chaque élément de mission.

## 5.9 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments, et aux parties d'éléments, de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché tel que précisé à l'acte d'engagement.

Les acomptes relatifs aux éléments (ou parties d'éléments), d'avant-projet seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'Annexe n° 1 de l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à l'élément AVP.

## 5.10 Retenue de garantie

Le Titulaire du présent marché est dispensé de retenue de garantie.

## 5.11 Demande de paiement

Les demandes de règlement correspondent aux prestations commandées.

Les stipulations de l'article 11.5 du CCAG-MOE s'appliquent.

## 5.12 Calcul du montant dû par le Maître d'ouvrage

Les stipulations de l'article 11.4 du CCAG MOE s'appliquent.

## 5.13 Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur

Les stipulations de l'article 11.6 du CCAG MOE s'appliquent.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur est le Directeur de l'IHEDN.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'IHEDN.



## 5.14 Solde et demande de paiement final

En application de l'article 11.7 du CCAG MOE, après décision de réception prise par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre établit son décompte final.

Celui-ci est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui édite alors le projet de décompte général.

## 5.15 Décompte général – Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, ce dernier est établi en prenant en compte la dernière valeur de référence connue.

Si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le maître d'œuvre au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation. A défaut, lorsque le décompte général sera devenu définitif, le maître d'ouvrage ne pourra appeler le maître d'œuvre à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de présentation du décompte final établi par le maître d'œuvre.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

A défaut de renvoi du décompte général signé par le maître d'œuvre dans le délai de 30 jours ou en cas de refus non motivé, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte, qui devient alors de décompte général et définitif.

Le décompte général et définitif lie en principe définitivement les parties.

## 5.16 Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

## 5.17 Délais de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

En application de l'article R.2192-12 dudit code, le délai de paiement court à compter de la date de présentation de la demande de paiement.

## 5.18 Intérêts moratoires

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la Commande Publique, le dépassement du délai global de paiement maximum fixé à l'article R2192-10 entraîne l'application d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## CHAPITRE III – DELAIS

**Tableau récapitulatif des délais d'exécution :**

Référence à l'article	Description de la mission	Délai
Article 6.5 Délais d'exécution	La mission du maître d'œuvre prend effet à la date fixée par l'ordre de service de démarrage du présent marché.	Date prévisionnelle : mars 2026
Article 6.5 Délais d'exécution	Notification des marchés de travaux	Au plus tard à la fin du mois de juin 2026

Article 6.3 Délais en phase d'études	Exécution des différents éléments de mission	Selon le planning validé à l'issue de la réunion de démarrage du marché, confirmé dans un ordre de service  Ou report décidé par le maître d'ouvrage, ou prolongation selon article 6.6
Article 6.7 Garantie technique	Les prestations font l'objet d'une garantie	Au minimum d'un an, elle s'achève à la date d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement,
Article 12 Rapport d'analyse des offres	Le maître d'œuvre établit un rapport complété par un tableau comparatif des offres reçues pour les marchés de travaux, l'offre économiquement la plus avantageuse et conforme en tous points au dossier de consultation d'entreprises.	Dans un délai de deux semaines à compter de la date de remise par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre de l'ensemble des offres reçues
Article 7.1 Phase TRAVAUX	Vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.	10 jours calendaires à compter de la date de présentation par l'entreprise du document.
Article 7.2 Phase TRAVAUX	Vérification du projet de décompte final établi par l'entrepreneur	10 jours calendaires à compter de la présentation par l'entreprise du document
Article 7.3 Délais en phase d'études	Examen de la conformité des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	4 semaines (quatre) à compter de la date de remise au maître d'œuvre d'un exemplaire par l'entrepreneur
Article 7.4 Phase TRAVAUX	<u>Instruction des mémoires en réclamation</u>	1 Mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation.



## **ARTICLE 6 – DELAIS EN PHASE ETUDES**

### **6.1 Nécessité d'un ordre de service du maître d'œuvre**

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du maître d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

L'ordre de service est écrit. Il est daté, numéroté, signé et notifié par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.

### **6.2 Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service**

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Par dérogation aux dispositions du 1er alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il notifie par écrit au maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de 15 jours suivant la réception de cet ordre de service.

### **6.3 Délais en phase études**

La durée maximale contractuelle d'exécution des différents éléments de mission est précisée dans l'acte d'engagement (hors phases d'approbation).

A l'issue de la réunion de démarrage du marché, le maître d'ouvrage validera avec la maîtrise d'œuvre des délais pour chaque élément de la mission, confirmés dans un ordre de service. Le maître d'œuvre devra respecter ces délais contractuels. En cas de report décidé par le maître d'ouvrage, ou accord par ce dernier d'un délai supplémentaire, le nouveau délai s'applique.

Il s'entend qu'à l'issue de chacun de ces délais, l'élément de mission devra pouvoir être réceptionné par le maître d'ouvrage (seules des modifications mineures pourront être reportées sur l'élément suivant).

### **6.4 Réception des documents d'études et support de rendu**

Les rapports techniques, y compris DOE, seront remis par le titulaire du marché en 3 exemplaires (2 en version numérique et 1 en version papier)



Les pièces écrites, en particulier celles relatives à la consultation, seront remises à la fois sous format PDF, Microsoft Word et Excel (ou tout format équivalent issu d'un logiciel libre) afin d'être exploitables par le maître d'ouvrage.

Les pièces graphiques seront remises sous format DWG ou DXF. Pour chaque fichier DWG ou DXF fourni, le titulaire fournira obligatoirement une version PDF correspondante.

## **6.5 Délais d'exécution**

La mission du maître d'œuvre prend effet à la date fixée par l'ordre de service de démarrage du présent marché.

Les délais doivent être impérativement tenus.

Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations : Février 2026.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 9 mois hors période de parfait achèvement de 12 mois.

Les marchés de travaux devront être notifiés au plus tard à la fin du mois de juin 2026.

## **6.6 Prolongation du délai d'exécution**

Spécifications conformes à l'article 15.3.1 du CCAG-MOE.

## **6.7 Garantie technique**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Elle s'achève à la date d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG - 2021).

## **6.8 Délais impartis au maître d'ouvrage pour déclarer l'admission des documents d'études**

Les prestations seront réceptionnées dans les conditions définies à la réunion de démarrage de l'opération.

# **ARTICLE 7 – DELAIS EN PHASE TRAVAUX**

## **7.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur qui lui sont transmis par format dématérialisé via courriel.

Délai de vérification du projet de décompte mensuel



Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à dix (10) jours calendaires à compter de la date de présentation par l'entreprise du document. Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par le maître d'œuvre, font foi. Ces dates valent accusés de réception pour le destinataire suivant, conformément au circuit de vérification.

## **7.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

À compter de la date de notification par le maître d'ouvrage de la décision de réception des travaux, l'entrepreneur établit son projet de décompte final. Le maître d'œuvre vérifie ce document et établit le projet de décompte général,

### **Délai de vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à dix (10) jours calendaires à compter de la présentation et validation par l'entreprise du document.

## **7.3 Examen des dossiers des ouvrages exécutés**

Le délai d'examen de la conformité des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) est de 2 semaines (deux) à compter de la date de remise au maître d'œuvre d'un exemplaire par l'entrepreneur.

## **7.4 Instruction des mémoires de réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation.

# **CHAPITRE IV– EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

## **ARTICLE 8 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (CP)**

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel (CP) de réalisation des travaux sur la base de l'exécution des études d'avant-projet (AVP).

Après réception de l'AVP par le maître d'ouvrage, un avenant, fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 19 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;



- des frais éventuels de contrôles techniques, géomètre, sondages ;
- de la prime éventuelle de l'assurance dite dommages.

## **ARTICLE 9 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 Études fixé à l'acte d'engagement.

L'enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage, et affectée aux travaux, comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du projet.

L'enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage est fixée dans l'acte d'engagement.

Le Maître d'œuvre cherchera systématiquement à respecter cette enveloppe financière, premièrement en cas de modifications mineures de programme, deuxièmement en cas d'allongement mineur du planning et troisièmement en cas de modifications mineures de l'environnement économique au moment de l'exécution de la phase d'études AVP.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre s'engagent à rechercher toutes les solutions permettant d'adapter le projet à l'enveloppe financière initialement définie et ceci sans le dénaturer.

Au terme de la phase AVP le maître d'œuvre établira une estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le Maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage. Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, défini à l'acte d'engagement.

L'engagement du Maître d'œuvre intervient à l'issue de la phase AVP sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 28 régissant les différends et les litiges.

## **ARTICLE 10 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux est assortie d'un taux de tolérance de **7 %**.

## **ARTICLE 11 – SEUIL DE TOLERANCE (LH)**

Le seuil de tolérance (LH) est égal au coût prévisionnel des travaux (CP) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent, soit :

---

CCP : Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation de l'amphithéâtre Lacoste



$$LH = CP + (CP \times 1.07)$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

## ARTICLE 12 – COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Après ouverture des plis présentés par les entreprises, le Maître d'œuvre devra, dans un délai de deux semaines à compter de la date de remise par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre de l'ensemble des offres reçues, faire connaître au Maître d'ouvrage, dans un rapport complété par un tableau comparatif des offres, l'offre économiquement la plus avantageuse et conforme en tous points au dossier de consultation d'entreprises. Le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre considérée par le maître d'ouvrage, tous critères confondus, comme économiquement la plus avantageuse, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m des offres travaux ci-dessus et au mois m0 des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le respect de l'engagement du Maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le Maître d'ouvrage peut :

- soit accepter les offres des entreprises ;
- soit déclarer l'appel d'offres infructueux, et demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire du Titulaire. Cette opération doit aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude, et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de vingt jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une nouvelle négociation.





## **CHAPITRE V– EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **ARTICLE 13 – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant pourra fixer le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### **ARTICLE 14 – MODIFICATION DU PROGRAMME ET CONTROLE DES COUTS**

#### **14.1 Modification du programme**

Si le maître d'ouvrage est amené à faire une extension ou une réduction du programme, et d'une façon générale à lui apporter des modifications ayant une incidence financière, il en sera tenu compte au niveau du coût prévisionnel qui fera l'objet d'un avenant.

En outre, en cas de réduction du programme, le maître d'œuvre sera rémunéré pour la partie de la mission déjà effectuée concernant les ouvrages ou les parties d'ouvrages supprimés.

À tous les stades de la mission, notamment lors de la fourniture de pièces relatives à l'AVP et au DCE, le maître d'œuvre devra rappeler au maître d'ouvrage les principales modifications que celui-ci a apportées au programme de l'opération dans les pièces transmises, ainsi que leurs éventuelles incidences financières.

#### **14.2 Contrôle des coûts**

Il est institué une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coûts, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révéleraient nécessaires.

Le contrôle des coûts consistera en la mise à jour à chaque phase pendant la durée des études, mensuellement au 5 de chaque mois en phase travaux, de la décomposition des travaux, ainsi qu'en l'élaboration et le suivi des fiches de travaux modificatifs, préalablement à toute demande de devis des entreprises en phase travaux.

Le maître d'œuvre remettra un modèle faisant apparaître la décomposition de l'estimation du montant des travaux par lot, la marge de tolérance de cette estimation sera répartie entre lots techniques, en fonction des aléas attachés aux travaux correspondants.



Après accord du maître d'ouvrage, cet état sera tenu à jour, en sorte que notamment, la répartition de la marge affectée aux différents lots puisse être modifiée à mesure de l'avancement des études et des marchés de travaux, en particulier au moment de la remise du dossier de consultation des entreprises et à la notification des marchés de travaux.

De plus, cet état comportera en annexe les fiches mentionnant l'origine et le montant des modifications apportées au projet en distinguant pour chaque phase de l'opération conformément aux articles 14.3 et 14.4 ci-après :

- les prestations Tm sur modifications demandées par le maître d'ouvrage ;
- les prestations Ts introduites par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des options techniques telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites acceptées par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation que le maître d'œuvre est tenu de fournir, il peut exiger de celui-ci la reprise des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en Ts.

Pour parer, sans délai, aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre pourra préparer des options économiques. Ces options seront soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais, leurs études et réalisations devront être sans incidence sur les délais d'exécution. Ces options économiques seront classées en Ts.

Lors de l'étude des offres, et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines de ces options. Les modifications sont classées en deux catégories : Tm et Ts.

### **14.3 Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du maître d'ouvrage (type Tm)**

Si au cours du marché, le maître d'ouvrage décide une modification du programme ou du projet, les incidences financières éventuelles sur l'estimation prévisionnelle du coût des travaux et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre seront estimées par le maître d'œuvre et fera l'objet d'une négociation avec le maître d'ouvrage.

Les conséquences éventuelles des modifications d'un texte réglementaire applicable au projet seront assimilées aux modifications de programme.

### **14.4 Modifications apportées à la demande du maître d'œuvre (type Ts)**

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer, sans modification du programme fonctionnel, des options de prestations référencées Ts. Les modifications de type Ts ne sont pas susceptibles de générer de rémunération supplémentaire.

Pendant la phase d'études, ces prestations modificatives ne pourront avoir comme conséquence de modifier globalement les estimations initiales ou définitives sur lesquelles le maître d'œuvre s'est engagé.



Les modifications de type Ts apparaissant après la notification des marchés de travaux seront comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre. Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier le forfait de rémunération.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes les modifications de type Ts, y compris celles qui n'apportent pas de modification de coût.

## **ARTICLE 15 – CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (CRT)**

Le coût de réalisation des travaux (CRT) est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 travaux, tel que ce mois est défini dans le dossier de consultation des entreprises.

## **ARTICLE 16 – TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux, défini aux articles précédents, est assorti d'un taux de tolérance exprimé sous forme de pourcentage et fixé à 4 %.

## **ARTICLE 17 – SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (LH')**

Le seuil de tolérance (noté LH') applicable au coût de réalisation des travaux, défini aux articles précédents, est égal au coût de réalisation des travaux (CRT) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article précédent, soit :

$$LH' = CRT + (CRT * 1.04)$$

## **ARTICLE 18 – COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE**

Le coût constaté des travaux (noté CC) déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant des travaux réellement exécutés dans le cadre du (des) contrat(s) [(marchés, avenants, commandes " hors marché ")] intervenu(s) pour la réalisation de l'ouvrage.

Ce coût constaté est exprimé en valeur m0 travaux, hors révisions des prix.

## **ARTICLE 19 – PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE**

### **19.1 Montant et plafonnement de la réfaction**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 11, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération (t) fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement multiplié par 2.



Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération (t) des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **19.2 Modification du projet**

### **Cas particuliers**

En cas d'événement fortuit (catastrophe naturelle, grève, révolution, incident ou accident intervenu sur le chantier, injonction d'interruption des travaux par une quelconque autorité administrative, retard dans l'exécution des travaux, défaillance d'une ou de plusieurs entreprises, etc.), la prolongation du calendrier contractuel ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire, si les frais justifiés entraînés directement par cet événement imprévisible ne dépassent pas 5 % du montant de la phase considérée.

Lorsque des modifications dans la consistance du projet en phase étude s'imposent par nature (exigences administratives locales, modifications de réglementation, etc.), ou résultent de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître d'ouvrage, ces modifications sont estimées par le maître d'œuvre selon les conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Les incidences financières de ces modifications seront prises en compte dans l'estimation du coût prévisionnel des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études et dans le coût de réalisation résultant des contrats de travaux lorsqu'elles interviennent lors de la phase travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera formalisée par avenant au présent marché de maîtrise d'œuvre. Elle sera calculée par application du taux de rémunération global du marché d'études au montant de l'estimation des travaux en plus ou en moins.

Lorsque les majorations du coût de réalisation des travaux résultent d'imprévisions, d'imprécisions de ses études ou d'erreurs du maître d'œuvre dans la conduite de l'exécution des travaux, elles ne lui profitent pas et ne sauraient être prises en compte dans le calcul du coût prévisionnel des travaux ou du coût de réalisation des travaux, même lorsqu'ils sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage.

Lorsque des modifications du coût prévisionnel interviennent au cours de la réalisation des travaux, et ne résultent pas de modifications de la consistance du projet, mais d'aléas indépendants des parties (défaillance d'une entreprise, etc.), le maître d'œuvre devra, si nécessaire, remanier les dossiers sans modification du forfait de rémunération initial, à l'exception des frais d'assurances complémentaires.

## **19.3 Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance du coût de réalisation des travaux, des retenues provisoires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage – par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## **ARTICLE 20 – ORDRES DE SERVICE A DESTINATION DES ENTREPRISES**

Spécifications conformes à l'article 3.9 du CCAG-MOE.



Au titre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) », le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours, dans les conditions précisées au CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier des ordres de services relatifs

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche de travaux optionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 21 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire du présent marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

## **ARTICLE 22 – SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **22.1 Direction de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions du présent document, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux.

Le maître d'œuvre qui a reçu du maître d'ouvrage la mission de l'exécution des travaux :

- veille à ce que les travaux soient effectués conformément au projet architectural, ainsi qu'aux autres dispositions, notamment techniques et économiques, des marchés conclus entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs ;
- prend, dans les conditions fixées par son contrats et en liaison avec le maître d'ouvrage ou le conducteur d'opération, les décisions que nécessitent la conduite du chantier, en particulier en cas d'événements imprévus ;
- fait toutes propositions au maître d'ouvrage en ce qui concerne l'interprétation des clauses du marché, ou les conséquences à tirer des modifications apportées au programme par le maître d'ouvrage.

Le titulaire, chaque fois qu'il est convoqué, se rend aux rendez-vous fixés par la personne responsable du marché, laquelle fixe de même la périodicité des réunions de chantier en fonction de l'avancement des travaux.

Le maître d'œuvre est responsable du respect de l'échéancier contractualisé lors de la passation des marchés de travaux. Lorsque le maître d'œuvre est défaillant sur les points suivants et que le chantier accuse un retard de plus de 20 jours, il subit une pénalité de cent (100) euros par jour de retard supplémentaire. Les défaillances visées ci-dessus sont les suivantes :

- défaut d'actualisation mensuelle du tableau de suivi des visas ;

---

CCP : Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation de l'amphithéâtre Lacoste



- défaut d'actualisation mensuelle du bilan financier de l'opération ;
- défaut de mise à disposition de plans d'exécution.

## **22.2 Présence du maître d'œuvre sur le chantier**

En cas d'absence du maître d'œuvre, soit à la réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant, le maître d'œuvre subira, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire HT sera égal à cent cinquante (150) euros par absence constatée.

Les représentants du maître d'œuvre devront être dûment habilités par le maître d'ouvrage ou son représentant au vu de leurs qualifications.

## **ARTICLE 23 – UTILISATION DES RESULTATS**

### **23.1 Connaissances antérieures**

#### **23.1.1 Définition**

Les connaissances antérieures sont définies conformément à l'article 22.6 du CCAG-MOE.

#### **23.1.2 – Régime des connaissances antérieures**

Par dérogation aux dispositions de l'article 23.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

### **23.2 Droit de propriété intellectuelle relatif aux résultats**

#### **23.2.1 Définition**

Par dérogation à l'article 22.1 du CCAG-MOE, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objets du marché pour les besoins propres du maître d'ouvrage ou ceux des tiers désignés par le marché. Ils désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, maquettes numériques, logiciels, documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.



### **23.2.2 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatif aux résultats**

L'ensemble de ces droits sont régis par l'article 24 du CCAG-MOE.

### **23.2.3 Concession des droits de reproduction et de représentation**

Pour les besoins découlant de l'objet du marché, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage, et aux tiers désignés dans le marché, les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats.

Au titre du droit de reproduction et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous procédés et sur tous supports, afin de réaliser ou de faire réaliser en une seule fois les ouvrages objets du marché.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans et les éléments relatifs à la conception, avec mention du nom du maître d'œuvre et après accord de ce dernier, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

Au titre du droit de représentation, et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage, à des fins autres que la réalisation des ouvrages objets du marché, le droit de communication au public et de mise à disposition du public de l'œuvre en projet ou réalisée, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, notamment à des fins d'information et de communication du maître d'ouvrage.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison, et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération indiqué dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 24 – ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève

- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 44.1 du CCAG Travaux un an après la date d'effet de la réception ;

ou

- après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve



L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage sur demande du mandataire du groupement titulaire du marché dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le groupement titulaire du marché a rempli toutes ses obligations.

## **CHAPITRE VI – PENALITES, RESILIATION DU MARCHE, CLAUSE DIVERSES**

### **ARTICLE 25 – PENALITES**

Le maître d'œuvre s'engage à respecter les engagements contractuels du chapitre IV, ainsi que les délais définis aux articles 6 et 7, sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard. En dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG- MOE, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG-MOE, lorsque le délai contractuel de chacun des éléments de mission est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sur simple constat du Maître d'ouvrage , une pénalité.

En dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG- MOE, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Les pénalités sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

<b>Nature</b>	<b>Description</b>	<b>Forfait € H.T. / Mode de calcul</b>	<b>Plafonnement</b>
Article 6.3 Délais en phase d'études  Pénalité de retard de remise des livrables des éléments de la mission	Le délai contractuel (selon planning prévisionnel, et sauf prolongation de délais accordée par le maître d'ouvrage) de chacun des éléments de mission est dépassé	Cent (100) Euros H.T. par jour de retard	10% du montant total hors taxes du marché.
Article 7.1 Phase TRAVAUX Pénalité de retard <u>dans la vérification du projet de décompte mensuel</u>	Le délai de vérification des décomptes mensuels, est de 10 jours calendaires à compter de la date de présentation et de validation par l'entreprise du document. La pénalité s'applique au-delà de ce délai.	Cent (100) Euros, hors TVA, en valeur m0 du marché par jour calendaire de retard constaté	



Article 7.2 Phase TRAVAUX Pénalité de retard <u>dans</u> <u>Vérification du projet de</u> <u>décompte final de</u> <u>l'entrepreneur</u>	Le délai est de dix (10) jours calendaires à compter de la présentation et validation par l'entreprise du document.	Cent (100) Euros, hors TVA, en valeur m0 du marché par jour calendaire de retard constaté	
Article 7.4 Phase TRAVAUX Pénalité de retard <u>dans</u> <u>Instruction des mémoires</u> <u>de réclamation</u>	Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation.	Cinq cents (500) Euros, hors TVA, en valeur m0 du marché par jour calendaire de retard	
Article 19 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance défini à l'article 11	Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 11, la pénalité est appliquée	(différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance) multipliée par deux fois le taux de rémunération (t) fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement	15 % du montant de la rémunération (t) des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux
Article 22.1 Pénalité en Phase d'Exécution des travaux	Lorsque le maître d'œuvre est défaillant sur les points suivants et que le chantier accuse un retard de plus de 20 jours : - défaut d'actualisation mensuelle du tableau de suivi des visas - défaut d'actualisation mensuelle du bilan financier de l'opération - défaut de mise à disposition des plans d'exécution	Cent (100) euros par jour de retard supplémentaire	
Article 22.2 Pénalité en Phase d'Exécution des travaux	- absence du maître d'œuvre, soit à la réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant	Cent cinquante (150) euros H.T. par absence constatée	
Article 21 Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la	- Constatation du non-respect des obligations relatives à la protection de la	10% du montant hors taxe du marché.	Le montant des pénalités est plafonné au montant des amendes encourues en application des articles



protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail	main-d'œuvre et des conditions de travail		L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail
--	---	--	---

## ARTICLE 26 – RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions des articles 25 à 34 du CCAG-MOE sont applicables en matière de résiliation. Il sera fait, le cas échéant, application des articles 30 à 34 inclus au CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

### 26.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, l'IHEDN se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

Aussi, par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, la résiliation pour motif d'intérêt général décidée avant l'admission de l'Avant-Projet n'entraîne pour le maître d'œuvre aucun droit à une quelconque indemnisation. À compter de cette phase, l'indemnité de résiliation due au titulaire est fixée à 3 % du montant hors taxes non révisé de la partie résiliée du marché.

Conformément à l'article 33 du CCAG MOE, en cas de résiliation, le maître d'ouvrage peut exiger du maître d'œuvre :

- la remise des prestations en cours d'exécution ;
- l'exécution de mesures conservatoires.

Le maître d'ouvrage en informe le maître d'œuvre, ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le maître d'œuvre, et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du maître d'œuvre, l'application du présent article se fait aux frais du maître d'œuvre.

### 26.2 Résiliation en cas de non-respect des engagements au coût de travaux en phase étude

Si les conditions de l'article 13 du présent document relatif au respect du coût de référence des travaux ne sont pas remplies, le contrat de maîtrise d'œuvre pourra être résilié sans indemnité. Les prestations déjà remplies seront rémunérées sur la base des modalités du contrat. La rémunération de l'élément de mission, objet de la contestation, sera affectée d'un abattement au moins égal à 20% sauf dispositions différentes dans l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).



## **26.3 Autres résiliations du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 29 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre, et acceptées par le maître d'ouvrage, est rémunérée avec un abattement de 20 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent document ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

## **ARTICLE 27 – CLAUSES DIVERSES**

### **27.1 Obligation de confidentialité**

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatif, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le pouvoir adjudicateur qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

### **27.2 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.



Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant les données à caractère personnel et les données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par l'IHEDN.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre, la nature, la portée, le contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, et droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à l'IHEDN, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute modification dans le traitement des données ainsi que tout incident de sécurité entendu au sens de toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Au titre du présent article, l'IHEDN se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire.

## **27.3 Impartialité – Déontologie et transparence**

Le Titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, ni avec le client, ni avec une société susceptible d'effectuer des travaux ou contrôles périodiques, vérifications ou diagnostics.

Conformément aux dispositifs de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II » en date du 9 décembre 2016, l'IHEDN entend prévenir et bannir de manière effective la corruption.

A ce titre, dans le cadre de ses relations contractuelles, l'IHEDN et ses cocontractants se doivent d'adopter un comportement exemplaire et adapté aux exigences fixées par la loi.

Les infractions précitées sont passibles de sanctions pénale et administrative prévues par les textes (cf. loi « Sapin II » pour les sanctions administratives et Code Pénal).

---

CCP : Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation de l'amphithéâtre Lacoste



## **27.4 Devoir de conseil et d'information**

Le Titulaire a un devoir de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art.

Le Titulaire se devra d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de perte d'un agrément, d'une certification ou d'une autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objets du présent marché.

De manière générale, le Titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de tout changement susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des prestations objet du présent marché.

## **27.5 Conduite des prestations dans un groupement**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables. En conséquence, les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 30 du CCAG- MOE), et les autres cas de résiliation (article 30 du CCAG- MOE), s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

## **27.6 Dispositions incluses aux marchés de travaux**

L'élaboration des marchés de travaux s'effectuera sous la direction des services du maître d'ouvrage qui pourra imposer son propre cahier des clauses administratives particulières. Le maître d'œuvre s'engage à respecter et faire respecter ce cahier des charges.

## **27.7 Pièces et attestations à fournir**

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, et jusqu'à son expiration, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 26 du présent CCAP si le titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

## **27.8 Assurances**

Le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.



Le maître d'œuvre déclare être titulaire des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et /ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de la construction/ouvrage sur, sous ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, notamment par incendie, explosion, vol et dégâts des eaux.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspire le Code civil, qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de retenir tout règlement d'honoraires du maître d'œuvre si les justificatifs demandés n'étaient pas fournis.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

En l'absence, ou en cas de couverture insuffisante, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du maître d'œuvre la souscription d'une assurance complémentaire, et à défaut de souscrire ladite assurance, au nom et pour le compte de ces derniers et/ou de ses cotraitants et sous-traitants. Le montant des primes sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le maître d'œuvre.

La fourniture des justificatifs, et l'engagement au respect de ces obligations, constituent une condition substantielle à la passation et à la validité du marché.

En conséquence, le maître d'ouvrage conserve la possibilité, en cas de non-respect par les maîtres d'œuvre de ces obligations (et hormis la souscription par lui-même de polices d'assurance complémentaires mise à la charge des maîtres d'œuvre) de résilier le marché aux torts de ces derniers.

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

Ces polices doivent comporter au minimum les garanties suivantes :

Responsabilité civile professionnelle

Pour le maître d'œuvre, il est rappelé que sa garantie doit intégrer la notion d'erreur sans désordre.

Responsabilité décennale des constructions

Conformément aux dispositions de l'article L 241-1 du code des assurances étendues à leurs sous-traitants.

Le contrat devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiments, et dans les limites de cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Ces dispositions s'appliquent aux cotraitants et aux sous-traitants.

## **27.9 Assistance au maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance**

Le maître d'œuvre devra assistance au maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier, et notamment :

- il devra veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre ;
- il informera le maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés ;
- il devra fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurance, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

## **ARTICLE 28 – DIFFERENDS - LITIGES**

L'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du maître d'ouvrage et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le maître d'ouvrage à la suite d'une mise en demeure adressée par le maître d'œuvre l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de décompte de résiliation dans un délai de 2 mois après la résiliation du marché.

### **28.1 Formalisme des réclamations**

Conformes aux stipulations des articles 35.2 et 35.3 du CCAG-MOE.

### **28.2 Règlement amiable des différends**

En cas d'impossibilité constatée de régler entre elles un différend, les parties conviennent de saisir avant toute procédure judiciaire :

- Soit le comité consultatif de règlement amiable ;
- Soit le conciliateur ou le médiateur des entreprises.

Les parties organisent une mission de médiation dans les conditions définies aux articles L.213-1 et suivants du code de justice administrative.

### **28.3 Tribunal compétent en cas de litige**

En cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Paris pour l'exécution du marché.

## ARTICLE 29 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Article du présent CCP introduisant la dérogation	Article du CCAG-MOE auquel il est dérogé	Objet succinct de la dérogation
2	4	Pièces constitutives du marché
6.2	3.8.3	Observations du MOE et refus d'exécution d'un ordre de service
23	22.1, 23.1	Utilisation des résultats
25	16.2.1 à 16.2.4	Pénalités
6, 7	16	Pénalités pour retard
19, 22.1, 22.2	15, 16	Pénalités – Délais d'exécution
26.1	31	Résiliation pour motif d'intérêt général
26.3	30	Résiliation pour faute du maître d'œuvre